

PREFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTÉRIELLES  
ET EUROPÉENNES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par : Claire-Lise SOUVIGNET  
E-mail : [claire-lise.souvignet@loire.pref.gouv.fr](mailto:claire-lise.souvignet@loire.pref.gouv.fr)  
☎ 04.77.48.45.25  
Dossier n° 97/0020  
**Opération n°2007/0246**

**Le Secrétaire Général chargé de  
l'administration de l'Etat dans le département**

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 512-12-2ème alinéa ;

**VU** le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) ;

**VU** le récépissé de déclaration délivré le 26 juin 2002 à la **S.A. LINOSSIER** au titre des rubriques 1200-2c, 1510-2, 2630-2 et 2925 de la nomenclature pour les activités de production de comprimés détergents chlorés exercées dans l'enceinte des installations sises à SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT - Route de St Marcellin ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2006 prescrivant à la **S.A. LINOSSIER** la mise en œuvre de mesures conservatoires afin que les conséquences du sinistre survenu le 18 juin 2006 dans les installations qu'elle exploite route de St Marcellin à SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT n'aient pas d'incidences sur l'environnement ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 7 février 2007 rédigé suite à une visite d'inspection réalisée le 16 janvier 2007 sur le site afin de contrôler les mesures prises par l'exploitant suite l'incendie du 18 juin 2006 ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 16 avril 2007 ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2006 ont été respectées ;

**CONSIDERANT** que les mesures prises par l'exploitant sont de nature à réduire les risques et à empêcher que l'incendie du 18 juin 2006 ne se reproduise ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant a présenté des observations dans les délais impartis au projet d'arrêté transmis le 3 mai 2007 ;

**CONSIDERANT** que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre l'exercice des activités de la société susvisée en compatibilité avec leur environnement et garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

# **ARRETE**

## **ARTICLE 1**

La société LINOSSIER – Route de St-Marcellin à SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT mettra en place une surveillance permanente de son site afin de limiter les actes de malveillance et ceci jusqu'à que le site soit totalement clos et que les bâtiments du site soient mis sous surveillance contre l'intrusion avec report d'alarmes 24h/24 sur une centrale de surveillance.

## **ARTICLE 2**

Une installation de rafraîchissement sera mis en place dans l'atelier de production avant le 1<sup>er</sup> août 2007.

## **ARTICLE 3**

Des systèmes de détection incendie seront installés dans les ateliers de production et les entrepôts. Ces systèmes de détection seront reliés à une alarme sonore et visuelle avant le 1<sup>er</sup> juillet 2007.

## **ARTICLE 4**

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

## **ARTICLE 5**

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

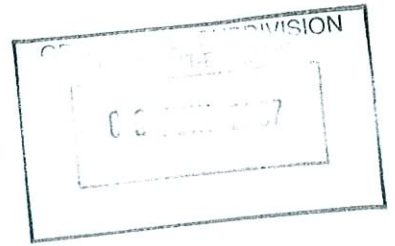
## **ARTICLE 6**

M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, M. le Maire de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à, Saint-Étienne, le      - 5 JUN 2007



Patrick FERIN

GIMC + 21  
⊕**Copie adressée à :**

- Monsieur le Directeur  
S.A. LINOSSIER  
route de St Marcellin  
42170 SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT
- M. le Sous-Préfet de MONTBRISON
- Monsieur le maire de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT
- L'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et  
de l'Environnement
- Archives
- Chrono

